



**BARRICADE**

CULTURE D'ALTERNATIVES

# UNE SOCIÉTÉ ÉMANCIPATRICE POUR TOUTES ET TOUS

LE CHEMIN POUR S'ÉLOIGNER DE LA BARBARIE ET SE RAPPROCHER  
DE LA PAIX SOCIALE

Didier **Somzé** ♦ 2016

Notre société mondialisée est dans une période de changement profond et rapide. Laquelle entraîne, pour beaucoup, fragilité et incertitude. Deux enjeux cristallisent particulièrement ce grand questionnement sur le vivre ensemble : « Mes enfants vivront-ils moins bien que moi ? » et « Comment gérer cette (ces) violence(s) protéiforme(s) – que personne ne semble pouvoir maîtriser et – qui semblai(ent) le fait de sociétés du passé ? ». Comme dit Sandrine Bonnaire<sup>1</sup> : « J'ai toujours eu un côté "marginal". Je n'ai jamais aimé l'injustice, jeune, j'étais un peu rebelle mais à l'époque, les problématiques étaient différentes. Dans ma jeu-

.....  
1 Actrice et réalisatrice française.

nesse, il y avait encore de l'espoir, le taux de chômage n'était pas aussi élevé<sup>2</sup> ... »

De la même manière qu'un regard (nostalgique?) sur le passé peut nous amener à l'idéaliser<sup>3</sup>, un regard sur le futur peut nous amener à perdre espoir pour l'avenir. Si nous partons du fait que l'avenir sera forcément fait de catastrophe(s) et de régression sociale définitive, quel sens cela a-t-il de s'investir intellectuellement, physiquement et socialement par rapport à nous-mêmes et aux générations qui adviennent? Cet optimisme de l'intelligence n'implique malheureusement pas que les souffrances destructrices de vies seront supprimées pour tous les humains. Aucune période de l'histoire n'a pu éradiquer cette réalité de mort.

C'est donc parce qu'il y a espoir (sinon pourquoi et pour quoi vivre?), que je tente ici, modestement, de reprendre quelques ingrédients pour une société de la paix sociale contre celle de la barbarie.

Autant que faire se peut, ces ingrédients iront d'amont en aval, du plus général au plus spécifique.

## **PAS SEULEMENT LE BONHEUR DE MA FAMILLE ET MOI ...**

Un élément de base est de confirmer ou de se rappeler que la marche à deux jambes est infiniment plus efficace que la marche à une jambe. Cette métaphore illustre le fait que la possibilité de construire son

.....

2 *Le Soir*, 31 octobre 2016, p. 12, propos recueillis par Fabienne BRADFER.

3 Ainsi en irait-il des Trente glorieuses qui seraient plutôt les *trente piteuses*, comme disent certains objecteurs de croissance.

bonheur et sa qualité de vie (personnelle comme familiale), indépendamment de la société dans laquelle on vit, est une erreur ou une imposture. Alors que pour nombre d'entre nous, faire reposer « sa qualité de vie » sur la seule jambe de ses intérêts individuels, indépendamment de tout enjeu sociétal (soit l'autre jambe), semble non seulement possible mais même le seul chemin praticable<sup>4</sup>. Des sociétés plus inégalitaires que la nôtre montrent qu'il est difficile de vivre sereinement sa qualité de vie dans une société très fracturée économiquement et socialement<sup>5</sup>.

Et ce, même si l'on accepte de vivre entouré de gardes du corps, dans un quartier entouré de hauts murs garnis de tessons de bouteilles et quadrillé par des patrouilles de gardes armé.e.s.

La définition d'une société civilisée – c'est-à-dire non barbare – n'implique-t-elle pas, selon un extrait de la *Déclaration des droits du citoyen* de 1793, repris par *Acteurs des temps présents*, que « Le but de la société est le bonheur commun » ?

## PÉDALER POUR LA CIVILISATION

Marcher sur deux jambes suppose un travail d'articulation jamais terminé entre celles-ci. La liberté, comme la qualité de vie ou la civilisation ne vient jamais de nulle part. Et elle ne peut pas s'acquérir à crédit,

.....

4 Cf. Didier SOMZÉ, « Mener une existence de cochons », *Barricade*, 2010, p. 4.

5 Kate PICKET & Richard WILKINSON, *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Éd. Les Petits Matins, 2013.

Voir à ce sujet l'article de Pablo SERVIGNE qui présente cet ouvrage : « L'Inégalité économique est un agent socialement toxique », *Barricade*, 2010.

en payant plus tard ... Autrement dit, les libertés ne peuvent se vivre que si elle sont reliées aux libérations qui les ont permises. J'écrivais, au sortir de ma vie étudiante, « le couple "liberté-libération" constitue un axe fondamental de réflexion [...] : le prix de la liberté reçue vaut-il celui de la libération (entendue comme liberté conquise)? Une génération peut-elle conquérir des valeurs pour la génération suivante? Y a-t-il réelle liberté sans libération donc sans combat? Peut-on transmettre des "anticorps prêts à l'emploi" à celles et ceux qui nous suivent et n'ont jamais eu affaire au virus?<sup>6</sup> »

Concrètement, la grande majorité de la population vivant en Belgique a toujours connu la Sécurité sociale et n'a jamais connu de guerre sur notre territoire. Et ce, sans avoir dû mener bataille, ni pour se libérer de la guerre ni pour mettre sur pied « la Sécu » en décembre 1944. Et en ayant de moins en moins entendu raconter, par les générations précédentes, le travail que cela a supposé de vivre la guerre et de faire naître la Sécu. Une forme de liberté a été offerte dès la naissance, sans conscience que cette liberté est le résultat d'une libération. D'où la question : ces « nouvelles » générations ont-elles conscience que si la paix n'est pas cultivée, toute menace de guerre n'a pas définitivement disparu? Et que la Sécurité sociale pourrait se détricoter?

## LES IMPÔTS ? DES CONTRIBUTIONS CITOYENNES

La jambe du bien commun ne peut se développer et se muscler que si les citoyen.ne.s y « contribuent » en se voyant « imposer » la répartition des richesses. Impôt, taxe, charges, ponction fiscale et contribution à

.....  
6 Didier SOMZÉ, « Comment conquérir son autonomie », Travail étudiant dans le cadre de l'agrégation en sciences sociales de l'ULg, 1987.

la civilisation sont des termes désignant le mécanisme permettant à la collectivité de récolter des moyens d'action. Mais chacun de ces termes est connoté soit négativement (les charges qui sont imposées sont trop lourdes; trop d'impôt tue l'impôt) soit positivement (la contribution de chacun.e permet à notre société de développer les richesses communes : les routes, les hopitaux, la Justice). D'où l'expression d'Albert Jacquard : « les contributions à la civilisation ».

« Le SPF Finances a fait appel à des chercheurs de l'Université d'Oxford [...] pour inciter les contribuables retardataires à payer au plus vite leurs impôts. Jan Emmanuel De Neve explique que “huit modèles différents ont été rédigés” [...] “Un type de lettre explique à quoi servent les impôts.” “Quand vous payez votre sandwich, le retour – ce que vous recevez en échange de votre argent – est immédiat. Les citoyens, quand ils paient leurs impôts ont oublié à quoi l'argent va servir. Nous avons rédigé deux variantes, l'une citant les dépenses publiques d'enseignement, de santé et de sécurité; l'autre expliquant que ne pas payer ses impôts pourrait priver les pouvoirs publics des moyens pour financer ces dépenses essentielles”<sup>7</sup>. »

## **LE FANTASME DU BIEN-ÊTRE SANS TENSIONS, SANS CONFLITS ...**

Arrêter de confondre « qualité de vie ou bien-être » avec l'absence de tensions et donc de conflictualité. Arrêter de confondre « démocratie » avec fusion des courants d'opinion. Les *Espaces Bien-être* qui envahissent nos villes et nos campagnes n'illustrent-ils pas cette aspi-

---

7 Dominique BERNIS, « Comment le fisc incite les retardataires à payer leurs impôts », in *Le Soir*, 31 octobre 2016, p. 5.

ration à la détente consensuelle, base d'une vie personnelle et sociale de qualité?

S'il est courant qu'un amour ou une amitié entre personnes donne lieu à des cadeaux offerts librement, il n'en va pas de même en ce qui concerne la vie sociale. Les droits sociaux auxquels nous tenons comme à la prunelle de l'œil sont des acquis sociaux ou plus exactement, n'en déplaie aux tenant.e.s du consensus social, des conquêtes sociales. Jamais des cadeaux sociaux : la durée journalière de notre travail (moins de 12 heures), le nombre de jours de travail par semaine (moins de 7), le salaire reçu en échange (plus que 4 euros de l'heure) ont toujours été les fruits d'un conflit.

Seule l'histoire des luttes sociales permet de comprendre comment sont advenues les conditions de travail auxquelles nous tenons tant. Sans cette histoire, pour un grand nombre d'entre nous, c'est *Germinal*. Oublier cela, c'est un peu comme considérer ses vacances annuelles comme un cadeau social c'est à dire un « don » de son employeur privé ou public. La démocratie se nourrit du conflit. Éviter le conflit, c'est tuer la démocratie. La démocratie, c'est comme le vélo : si on ne pédale pas, on perd l'équilibre. Seules les dictatures et les cimetières ne connaissent pas de conflits. Les pages écrites par Olivier Starquit « Radicaliser la démocratie », en octobre dernier, analysent cet enjeu de manière forte et plus précise<sup>8</sup>.

.....  
8 Olivier STARQUIT, « Radicaliser la démocratie », *Barricade*, 2016.  
[www.barricade.be](http://www.barricade.be)

## REDÉCOUVRIR LES INSTRUMENTS DE LA CONQUÊTE DES DROITS SOCIAUX, DONC DES SYNDICATS

L'opinion publique a tout intérêt à re-découvrir les instruments de la conquête des droits sociaux c'est-à-dire les manifestations, les arrêts de travail et *last but not least*, le droit de grève. Exactement comme les pharmaciens chez qui la grève menace car leurs revenus sont amputés de 20 % par le conclave budgétaire. « On a brisé l'accord moral qui nous liait. C'est pour cela que nous avons entamé une campagne d'affichage dans les officines "De Block débloqué" et que nous n'écartons pas l'éventualité d'une grève. Deux modes d'actions rarissimes chez les pharmaciens, dont la retenue est proverbiale<sup>9</sup>. »

Si les responsables de tous ordres (politiques, journalistiques, enseignants, artistiques, judiciaires ...) et les citoyens ne redécouvrons pas comment sont nés les droits sociaux, alors le confort juridique, social et économique des contrats de travail qui ne sont pas précaires, sera en danger. Quand un.e journaliste évoque la « grogne sociale » du personnel de l'usine *Machin* ou quand mon voisin dit « Zut, je ne sais pas faire mes courses, illes sont (encore) en grève », sans autre facteur d'explication, cette personne montre qu'elle a perdu (au moins en partie) le contact avec l'histoire des conflits sociaux. Par ailleurs, le mot « grogne » présente les faits de manière disqualifiante puisque ce sont les animaux qui grognent et non les humains. Les innombrables initiatives de la vie associative ne permettront l'accès à une société d'émancipation qu'au prix de cette re-découverte du rôle des syndicats. C'est un leurre de penser que des propositions associatives ou citoyennes seules, pourront, sans passer par un rapport de forces de

.....  
9 Frédéric SOUMOIS, « La Grève menace chez les pharmaciens », *in Le Soir*,  
2 novembre 2016.

type syndical, entretenir et développer les droits sociaux auxquels nous tenons tou.te.s.

Comme délégué syndical dans le monde de l'enseignement, j'attends toujours, à ce propos, qu'un.e collègue antisyndical.e ou un.e membre de la direction renonce à sa propre nomination, ce qui lui permettrait d'être plus flexible et moins « rigide » jusqu'à ses 67 ans ...

De cet enjeu essentiel dépend le détricotage voire la disparition de nos droits sociaux.

### DES MILIEUX SYNDICAUX QUI RÉFLÉCHISSENT ET EXPLIQUENT

Mais ce travail de re-découverte ne se fera que si le mouvement syndical sort d'une absence de pensée que François Ruffin observe dans le combat syndical à l'usine *Goodyear* à Amiens il y a quelques années. Cette absence de pensée est à ses yeux pire que la « trahison » ou le « manque de combativité ». Par ailleurs, toujours dans le même combat *Goodyear*, il affirme que « Cette prose – syndicale – [...] est obscure pour qui ne connaît pas le dossier. [...] Elle s'avère stérile, tant sur la forme que sur le fond, pour prêcher des non-converti.e.s<sup>10</sup> ». Puis il élargit son propos d'une manière que j'atténue volontairement : « C'est une grande partie du mouvement ouvrier qui, je le crains, je l'observe, est en coma cérébral. »

Sur *trois enjeux* particuliers, nous avons, militant.e.s et responsables syndicaux, intérêt à nous faire un peu « mal aux méninges ».

.....  
10 François RUFFIN, *Remporter la bataille des idées*, Éd. Fakir, 2015, p. 56-57, 61-62. Voir aussi le film *Merci Patron!* et le mouvement Nuit Debout.

Parfois, pour avancer et pour entretenir sa vigueur organisationnelle, il faut oser réfléchir en sortant du cadre : « penser contre soi » et pas seulement systématiquement penser contre son adversaire de toujours.

Le **premier enjeu** est de distinguer patron et patron, employeur et employeur. Comment ne pas voir certaines différences entre l'intérêt économique d'un patron.e d'une (toute) petite ou moyenne entreprise et celui des dirigeant.e.s d'une transnationale telle que *Coca Cola* ou *Ikea*? En témoigne la revendication politique de l'*Union des Classes Moyennes* (UCM), lors des dernières élections fédérales de 2014, de supprimer les intérêts notionnels. Ou encore ses réticences à voir signer le tout récent CETA, traité de libre échange entre le Canada et l'Union européenne. Pourquoi, par réflexe viscéral et irréfléchi, refuser d'envisager la moindre alliance provisoire avec ces agents? La question est identique pour le saut d'index : quelle alliance possible entre les syndicats de salarié.e.s et les commerçants, grands et surtout petits si l'on promeut la logique des circuits courts.

Le **deuxième enjeu** est de penser et gérer différemment les effets de la grève dans le secteur marchand et dans le secteur public. L'objectif d'une grève est de nuire aux intérêts économiques du/de la propriétaire de l'entreprise. Pour le secteur marchand, cette définition fonctionne parfaitement. Mais pour les services publics de transport de proximité, « patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas »<sup>11</sup>, l'application de cette définition est beaucoup moins évidente. En effet les premiers à qui nuit la grève sont celles et ceux qui n'ont pas de patrimoine.

.....

11 Slogan de la CGSP, *Centrale Générale des Services Publics* de la FGTB.

En Afrique du Sud, du temps de l'*apartheid*, les victimes de celui-ci étaient mobilisées et conscientisées politiquement au point d'appeler à boycotter les « fruits du Cap », c'est-à-dire à nuire à leurs propres emplois. Force est de reconnaître que le niveau de conscience politique dans notre société, également en milieu populaire<sup>12</sup>, ne constitue pas toujours – malheureusement – un bras de levier sur lequel s'appuyer pour, indirectement, s'opposer à la politique du « propriétaire » des services publics, c'est-à-dire un gouvernement représentant la puissance publique.

Il nous faut – *a minima* – expliquer et manifester que le but de la grève dans les transports en commun n'est pas d'empêcher le déplacement de celles et ceux qui n'ont pas d'automobile. Ceci vaut davantage pour les grèves concernant les bus que pour celles concernant les trains dans la mesure où ceux-ci transportent une grande partie de navetteur-euse.s. Or le but d'une grève est bien de paralyser l'économie. L'explication suivant laquelle le but d'une grève est de nuire aux intérêts économiques des propriétaires des entreprises sera d'autant plus claire si des solutions alternatives de déplacement sont organisées par les syndicats pour les personnes (les enfants, les personnes âgées) qui sont bloquées dans des déplacements de type médical, etc. Surtout en cas de grève spontanée... Il nous faut réfléchir – à nous en faire « péter les méninges » – à une grève du paiement dans les transports. En trouvant la parade au fait que les tickets font office d'assurance. ... Il nous faut réfléchir et manifester par tous les moyens que lors de la grève du personnel des prisons, par exemple, tout doit être fait pour éviter des conditions de vie inhumaines aux détenu.e.s et à leurs familles. L'offre

.....  
 12 Parmi les classes possédantes, logiquement les attaques contre le droit de grève sont bien entendu très élevées comme le montre précisément l'étude suivante : « Les attaques contre l'action syndicale, un discours de classe, biaisé et vecteur d'inégalités sociales. » <http://inegalites.be/Les-attaques-contre-l-action>

de « pains au chocolat » aux familles, lors d'une visite dans une prison belge lors de la dernière grève du personnel pénitentiaire va dans ce sens. L'adversaire à qui la grève s'adresse est le ministre de la Justice, pas les détenu.e.s et leurs familles. Faute de quoi des propositions de loi comme celle du MR de novembre 2015 « visant à rendre illégaux les piquets de grève et à garantir le droit au travail des non grévistes surfant ainsi sur l'émotion qui s'est exprimée dans l'opinion publique après les actions de Liège<sup>13</sup> » passeront avec d'autant plus de facilité.

Un *troisième enjeu* a été mis en lumière cet automne à travers le dossier du CETA. Le mouvement social qui a poussé à ce relatif réveil politique est né et a trouvé sa vigueur davantage en milieu associatif (par exemple le mouvement D19-20) qu'en milieu syndical. Même si elles sont souvent indispensables pour « transformer un essai », les forces syndicales ne sont pas toujours à l'origine des idées ou des initiatives socio-politiques porteuses d'espoir.

D'autres ingrédients de cette société civilisée à laquelle nous aspirons tou.te.s seront certainement à mettre en lumière. Comme par exemple l'insertion économique possible concrètement pour tou.te.s. Non pas l'égalité des chances mais celles des conditions.

Dans une prochaine livraison ?

Didier SOMZÉ, *novembre 2016*

.....

13 Sophie GOLDMANN, « Le Droit de grève » in *Le Grain de Sel* (revue du SETCA, enseignement libre), Bruxelles, n°4, 2015, p. 12.

## POUR ALLER PLUS LOIN

Lire l'article d'Olivier STARQUIT, « Radicaliser la démocratie », *Barricade*, 2016. Disponible sur [www.barricade.be](http://www.barricade.be)

Lire l'ouvrage de Kate PICKETT & Richard WILKINSON, *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Éd. Les Petits Matins, 2013.

Confronter les conversations ordinaires ou de réseaux sociaux aux quelques critères donnés dans cet article : l'articulation entre la « jambe » individuelle et la « jambe » collective ; le rapport entre le consensus et le débat contradictoire entre adversaires, etc. Afin d'évaluer dans quelle mesure ces critères sont en jeu dans ces conversations.

Compléter la liste des ingrédients qui composent le menu d'une civilisation qui éloigne de la barbarie.

Voir le film *Merci Patron!* de François RUFFIN.



Lieu d'émancipation collective et de création d'alternatives, *Barricade* expérimente dans les domaines culturels, sociaux et économiques depuis 1996.

*Barricade* est engagée dans différents mouvements sociaux et citoyens ainsi que dans le développement de projets économiques alternatifs dont la visée commune est de promouvoir l'égalité et la justice sociale.

Depuis 2010, nos publications s'inscrivent dans ce contexte et sont le fruit d'une démarche de *recherche-action*, d'une implication de terrain dans la transformation de la société. *Barricade* est également un espace public de débat permettant la rencontre des paroles citoyennes, militantes, syndicales, associatives, académiques & politiques. Enfin *Barricade* constitue un lieu d'accueil pour de nombreux collectifs et associations, et tout simplement un lieu d'échanges et de convivialité. C'est tout ça *Barricade*. *Toutes les analyses sur* : [www.barricade.be](http://www.barricade.be)

